

## RÉVISION DU MANDAT DE LA MINUSCA



UN Photo / MINUSCA

**D**ans le cadre de la révision prochaine du mandat de la Mission après le 31 juillet 2016, une équipe de hauts fonctionnaires du siège des Nations Unies a entamé le mardi 10 mai, en République centrafricaine, l'examen stratégique des interventions de la MINUSCA. Dirigée par le Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix, El Ghassim Wane, l'équipe avait pour objectif d'apprécier la capacité de la Mission à répondre aux attentes de ses bénéficiaires, dans ses composantes civile, militaire et de police.

La délégation a effectué des sessions de travail avec les responsables de la MINUSCA ainsi que des entretiens avec les

autorités centrafricaines, notamment le Président de la République Faustin Archange Touadera, et le Premier ministre Simplicie Sarandji. « *Nous sommes venus partager avec le président de la République les conclusions préliminaires et recueillir des éléments sur ce que les Nations Unies et le gouvernement centrafricain pourraient faire ensemble dans les deux ou trois années à venir* », a dit El-Ghassim Wane, à l'issue de sa rencontre avec le président de la République.

Le corps diplomatique, les agences du système des Nations Unies et la société civile ont aussi reçu la visite de l'équipe de hauts fonctionnaires du siège des Nations Unies.

►► Suite à la page 02

### SOMMAIRE

- Révision du mandat de la MINUSCA ► page 1
- Visite de l'envoyé de l'ONU pour la jeunesse ► page 2
- Bambari: des anti-balaka font la paix ► page 3
- Pré-DDR : près de 1 000 ex-combattants enregistrés ► page 4

- Prévenir les génocides ► page 5
- Rencontre avec le ministre de la Sécurité intérieure ► page 5
- La MINUSCA réitère son soutien à la mairie de Bangui ► page 6
- La MINUSCA s'implique dans la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels ► page 7

- Journée internationale des Casques bleus 2016 ► page 9
- Des policiers de la MINUSCA collaborent avec la Police nationale ► page 10

►► Suite de la page 01

La révision stratégique de la MINUSCA est inscrite dans la résolution 2281 du 26 avril 2016, « pour s'assurer, en consultation avec le Gouvernement centrafricain, que le futur mandat de la MINUSCA est formulé de façon adéquate et adaptée à un contexte de stabilisation post-transition propice aux efforts de consolidation de la paix en République centrafricaine ».

Le rapport ainsi que les recommandations de cette équipe seront présentés au Secrétaire général, le 22 juin au plus tard. Celui-ci les soumettra à son tour au Conseil de sécurité. C'est sur la base des recommandations que le Conseil formulera le prochain mandat de la MINUSCA qui sera renouvelé pour une période d'un an •

## VISITE DE L'ENVOYÉ DE L'ONU POUR LA JEUNESSE

L'envoyé du secrétaire général de l'ONU chargé de la jeunesse, Ahmad Alhemedawi, a effectué une visite de travail en République centrafricaine, du 17 au 21 mai. Il est venu s'informer de la situation

des jeunes dans le pays, rencontrer le gouvernement et les agences des Nations Unies sur place et coordonner les actions. Lors de sa visite, il a également fait un plaidoyer en faveur de la jeunesse centrafricaine.

En Centrafrique les moins de 35 ans représentent 75% de la population et la tranche des 10-24 ans, un peu plus de 30% •

## SOUTIEN DE LA MINUSCA ET DU PNUD À LA JUSTICE



Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la MINUSCA ont remis, le 12 mai 2016, du matériel et équipements

de bureau - ordinateurs, imprimantes, photocopieur, fournitures de bureaux et groupe électrogène - à l'École Nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM).

Ce don, d'une valeur de près de 20 millions de F CFA, entre dans le cadre du plan de renforcement institutionnel et opérationnel de l'ENAM, élaboré en février dernier. Le projet conjoint d'appui à la lutte contre les violations des droits de l'Homme et à la relance de la justice en Centrafrique est financé par le gouvernement américain, à travers le Bureau for International Narcotics and Law Enforcement Affairs (INL).

« Nous ne saurions assez remercier la MINUSCA et le PNUD pour ce don qui tombe à point nommé pour aider cette institution à redorer son blason », a déclaré le ministre chargé du Secrétariat général du gouvernement et des relations avec les institutions, Jean Christophe Nguinza •





## EN BREF

■ **TROIS CENT VINGT** officiers et agents de la police et de la gendarmerie nationales ont bénéficié d'une formation organisée par la composante Police de la MINUSCA sur le thème : " *Police de proximité axée sur les Droits de l'Homme et les Violences basées sur le genre et le sexe*". Cette formation a eu lieu du 19 avril au 30 Mai 2016. Le ministre de l'Intérieur, de la Sécurité Publique et de l'Administration Territoriale, Jean Serge Bokassa et son collègue de la Justice, des Droits de l'homme et Garde des sceaux, Flavien Mbata y ont pris part.

■ **DU 27 AVRIL AU 04 MAI 2016**, la Division des Droits de l'Homme de la MINUSCA a surveillé, vérifié et documenté, à Bangui et sur tout le territoire centrafricain, 30 incidents de violations et abus des droits de l'homme. Elle a répertorié au moins 83 victimes, dont huit femmes et trois mineurs. La Mission note une hausse des incidents de violations et du nombre des victimes par rapport à la semaine précédente.

■ **LA MISSION A ASSURÉ LA FORMATION DE 77** agents de police et de gendarmerie de la RCA, dont 18 femmes, sur les concepts des droits de l'homme et l'usage de la force. Les sessions se sont déroulées à Bangui, respectivement les 25, 28 avril et 3 mai 2016.

■ **LE REPRÉSENTANT SPÉCIAL DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES**, Parfait Onanga Anyanga, a rencontré, le 4 mai 2016, le Premier ministre et les membres du gouvernement pour un échange sur les nouvelles orientations de l'appui de la MINUSCA auprès de la

Centrafrique. Cette réunion s'est tenue à l'ouverture d'une série de consultations sur les contours du nouveau mandat de la MINUSCA.

■ **LA DIRECTION RÉGIONALE DE LA JEUNESSE**, des arts et de la Culture de Bossangoa a reçu du matériel informatique (5 ordinateurs de bureau et leurs accessoires). Ce matériel est destiné au Centre multimédias de la Maison des jeunes. Les fonctionnaires et les jeunes de Bossangoa pourront ainsi bénéficier des formations en informatique, bureautique et nouvelles technologies de l'information.

■ **DANS LE CADRE DE LA COHABITATION PACIFIQUE ET DE LA RECONSTRUCTION COMMUNAUTAIRE**, 258 jeunes vulnérables ont travaillé à Bangui, Bouar, Bambari et Kaga-Bandoro, dans des projets de reconstruction d'édifices publics. Une opportunité pour les jeunes d'apprécier les dividendes de la paix et de la réconciliation.

■ **SOIXANTE-DEUX OFFICIERS DE POLICE INDIVIDUELS** ont pris part à une série de formations en procédure radio téléphonique du 9 au 15 mai 2016. Cette activité visait à consolider leurs connaissances en procédure radio réglementaire, afin de permettre une meilleure et rapide exploitation des messages.

■ **LA 7<sup>ÈME</sup> VAGUE DE FORMATION EN POLICE** de proximité axée sur les Violences basées sur le genre et les Droits de l'Homme au profit des Forces de Sécurité Intérieure s'est tenue du 16 au 18 mai et a réuni 19 participants ●

## BAMBARI : DES ANTI-BALAKA FONT LA PAIX



« *Aujourd'hui, tout est fini* », s'est réjoui Omer Deba, chef de l'une des deux factions anti-balaka de Bambari. La réconciliation a été scellée entre lui et le chef d'une faction rivale, Gaëtan Boade. C'était au cours d'une cérémonie tenue le 10 mai 2016, à l'Hôtel de ville de Bambari. Cette réconciliation a été initiée par la Commission de sensibilisation des Communautés pour la Paix et en présence des principales autorités, leaders communautaires, chefs de groupes armés et des responsables de la MINUSCA.

Ces deux factions sont nées des rivalités entre anti-balakas à Bangui, au plus fort de la crise: Celle de Gaëtan Boade était proche du groupe d'Edouard Patrice Ngaissona et Omar Deba de celle de Maxime Mokom.

Les anti-balakas de Bambari, héritiers des rivalités de leurs pairs de Bangui, ont ainsi exacerbé les clivages et fait des sites de déplacés de la ville, leurs terrains d'affrontements. Les incidents de sécurité s'y sont multipliés ces dernières semaines avec, comme point d'orgue, l'assassinat, le 29 avril dernier, d'un anti-balaka appartenant à l'un des deux groupes armés.

La population de Bambari a été particulièrement éprouvée par les conflits intercommunautaires, puis par des accrochages entre des factions issues des mêmes communautés.

En plus des deux leaders anti-balaka, cet accord de cessation des hostilités a été paraphé par le Maire, le Préfet et le président de la Commission de paix en qualité de témoins.

De son côté, la MINUSCA l'a paraphé en tant qu'observateur.

La MINUSCA, par l'entremise de sa section des Affaires civiles, apporte un appui aux initiatives locales visant à promouvoir entre autres le dialogue politique et la cohésion sociale, ainsi que l'extension de l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du territoire ●

## PRÉ-DDR : PRÈS DE 1 000 EX-COMBATTANTS ENREGISTRÉS



UN Photo / MINUSCA

**D**ans le cadre de la réduction des violences communautaires (CVR), les opérations de profilage des ex-combattants à Bangui et ses environs ont déjà en-

registrés 893 ex-combattants parmi lesquels 43 femmes. Concernant les quartiers du 3<sup>e</sup> arrondissement/PK5, Boeing et Combattant, le porte-parole a indiqué que le

début des opérations était soumis au consensus des chefs des ex-combattants. Entretemps, l'enregistrement de 500 ex-combattants a débuté le 16 mai à Sékia (environ 22 km de Bangui). De même qu'à Paoua, le Groupe des patriotes, le MPC-RJ et le MPC ont consenti à respecter le désarmement dans des communautés impliquées dans le programme de réduction des violences communautaires.

Cette volonté de consolider la réconciliation et le vivre ensemble touche également Berberati où 20 ex-combattants anti-Balaka et 20 membres de la communauté musulmane se sont joints à d'autres personnes pour nettoyer le cimetière musulman de Berberati. Cette activité s'est déroulée à la fin d'un atelier de deux jours sur la résolution des conflits, le dialogue communautaire et la réconciliation, débuté le 18 mai 2016 ●

Découvrez le nouveau site Internet de la Mission des Nations Unies en Centrafrique | Check out the new website of the UN Mission in the Central African Republic

<https://minusca.unmissions.org>

<https://facebook.com/minusca.unmissions>

[https://twitter.com/UN\\_CAR](https://twitter.com/UN_CAR)

<https://www.facebook.com/minusca.unmissions.org>





## PRÉVENIR LES GÉNOCIDES



UN Photo / MINUSCA

**L**e Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la prévention du génocide, Adama Dieng, était en visite en Centrafrique du 16 au 20 mai 2016. C'était à l'occasion du lancement du Comité national sur la prévention du génocide, des crimes de guerre, crimes contre l'humanité et toutes formes de discrimination.

Le séjour d'Adama Dieng dans la capitale centrafricaine a été marqué par des rencontres avec les autorités centrafricaines et les membres de la société civile.

Le Gouvernement centrafricain avait sollicité l'assistance du Bureau du Conseiller spécial afin de mettre en place ce Comité. Le lancement de cette institution centrafricaine a eu lieu le 17 mai, à Bangui, suivi par un

séminaire de formation de ses membres.

Le 17 mai 2016 à Bangui, un comité national pour la prévention et la répression du crime de génocide, des crimes contre l'humanité et toute forme de discrimination a été installé en présence de M. Dieng, de plusieurs personnalités parmi lesquels le Ministre de la Justice, des droits de l'Homme et garde des sceaux, Flavien Mbata, des membres du corps diplomatique et de représentants de la MINUSCA. Il est composé de 36 membres (29 de Bangui et 7 des régions). Ses membres sont les représentants des départements ministériels, de la société civile, des associations de femmes, de jeunes, des leaders religieux. Son rôle consiste au monitoring et à la surveillance du respect des obligations de la Centrafrique en matière du respect des droits de l'Homme.

Cette visite du Conseiller spécial du Secrétaire général en Centrafrique est la deuxième du genre. En décembre 2013, il était déjà venu évaluer l'impact du conflit sur la population civile, en particulier les femmes et les enfants ●

## RENCONTRE AVEC LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE

**E**n visite le 18 mai 2016 au quartier général de la MINUSCA, le ministre de la Sécurité intérieure et de l'Administration du territoire, Jean Serge Bokassa, a eu une séance de travail avec la Division des Affaires civiles de la Mission.

L'objectif principal de cette

réunion était d'informer le ministre et sa suite des réalisations de la MINUSCA liées à la restauration de l'autorité de l'Etat, à travers le soutien à l'administration et la Protection des civils.

Il s'est également agi de jeter les bases d'une collaboration continue.

Profitant de l'occasion de cette rencontre, la Division des Affaires civiles a confirmé le financement de trois activités, sollicité par le Ministère. Il s'agit notamment de l'atelier de cohésion interne pour faciliter la fusion des deux anciens ministères de la sécurité et de l'administration intérieure et territoriale

; l'atelier pour la conception d'une stratégie intégrée de restauration de l'autorité de l'Etat impliquant la Justice, les forces de sécurité intérieure et l'administration civile ; et l'élaboration d'un "Guide d'utilisation de l'administration territoriale"

pour renforcer les capacités des entités déconcentrées (les Préfectures et sous-préfectures).

Le ministre a montré un grand intérêt pour les questions de protection des civils en rapport avec le déploiement de l'administration

civile et la sécurité du territoire. Il a par ailleurs, insisté sur la nécessité de renforcer les mécanismes de prévention pour améliorer ladite protection •

## LA MINUSCA RÉITÈRE SON SOUTIEN À LA MAIRIE DE BANGUI



UN Photo / MINUSCA

**L**e nouveau maire de Bangui, président de l'association des maires de Centrafrique, Emile Raymond Nakombo, a rencontré vendredi 13 mai, des responsables de la MINUSCA et réitéré son intention de travailler avec la mission onusienne.

« Nous devons continuer à travailler ensemble ; vous pouvez compter sur moi et vous pouvez compter sur la mairie », a-t-il déclaré.

Parmi ses priorités, figure la sécurité publique, mais aussi la sécurité alimentaire. « Il nous faut réconcilier le ventre et la tête (...) mais aussi éduquer les populations, reconstruire un civisme nouveau dans une ville que les conflits ont défigurée », a indiqué le maire.

La directrice des Affaires politiques de la MINUSCA, Barrie Freeman, a salué « le début d'une nouvelle ère politique après les élections générales en Centrafrique » et a encouragé l'édile à être « encore plus à l'écoute de la population ».

« La menace aujourd'hui dans la ville de Bangui reste les groupes d'auto-défense et quelques acteurs de banditisme et de criminalité », a souligné le commandant Samah Soussou de la « Joint Task Force ». Cette force est composée de la force militaire et de la police onusiennes en charge de la sécurisation de la ville Bangui.

Il a également évoqué la nécessité de relocaliser le marché Combattant qui pose des problèmes de sécurité et d'obtenir pour la

ville de Bangui, des véhicules de lutte contre les incendies.

Chef du bureau de terrain de la MINUSCA à Bangui, Sayed Awad a souligné la nécessité de reconstruire des maisons détruites au cours des événements de septembre 2015 ; une façon d'« aider les plus souffrants et les plus démunis à recouvrer leur dignité »

Le maire s'est engagé à une politique de rigueur dans la gestion de la ville et a renouvelé ses remerciements à la MINUSCA « pour (son) solide engagement », aux côtés des autorités municipales et a salué le courage des « Centrafricains qui ont souffert et qui souffrent dans leur âme et dans leur chair. » •



# PRÉVENIR ET COMBATTRE L'EXPLOITATION ET LES ABUS SEXUELS



UN Photo / MINUSCA

La MINUSCA a effectué du 17 au 20 mai, à la Faculté de théologie de Bangui, une série de rencontres de formation avec 280 jeunes, femmes, leaders religieux et chefs traditionnels. L'objectif était d'échanger avec ces groupes sur les mesures mises en place par la Mission pour prévenir et combattre les exploitations et abus sexuels commis par des Casques bleus.

Sous le thème « *Combattons ensemble l'exploitation et les abus sexuels* », ces rencontres ont formé environ 280 personnes. Ces leaders communautaires seront en mesure de mieux expliquer à leurs communautés respectives comment reconnaître les comportements prohibés et les dénoncer en toute confidentialité.

Cette activité de sensibilisation et de formation vient s'ajouter aux rencontres que les responsables de la MINUSCA ont déjà eues avec les populations locales à Bambari, Bria et Bouar pour exprimer la détermination de la Mission à mettre fin à ce fléau. Lors de ces

rencontres, le Représentant spécial du Secrétaire général a demandé à la population d'aider la MINUSCA en dénonçant des comportements interdits dont se seraient rendus responsables des fonctionnaires de la MINUSCA, mais également d'éviter de stigmatiser les victimes des exploitations et abus sexuels.

La MINUSCA a mis en place un ensemble de mesures de prévention et de lutte contre ce fléau, en mettant notamment l'accent sur la protection des victimes, la conduite d'enquêtes dès que des allégations sont connues et le suivi des cas, pour que justice soit rendue aux victimes.

A ces mesures au niveau de la Mission, s'ajoutent celles prises au siège dans le cadre de la politique de tolérance zéro du Secrétaire général des Nations Unies. Parmi elles, la nomination de la Coordinatrice spéciale pour l'amélioration de la réponse de l'ONU à l'exploitation et aux abus sexuels, qui a séjourné en Centrafrique, en avril dernier ●

## DU RENFORCEMENT DE LA SECURITÉ À M'BRÉS

Une délégation de la MINUSCA s'est rendue dans la sous-préfecture de M'brés, le 21 mai pour soutenir les autorités locales dans le renforcement du mécanisme des réactions rapides et des résolutions pacifiques des conflits. Cette mission faisait suite aux derniers incidents qui ont eu lieu les 11 et 15 mai, entre agriculteurs et éleveurs et qui ont fait huit morts, quatre personnes portées disparues et des maisons incendiées. Des villages sur l'axe Kaga-Bandoro/M'brés ont connu des mouvements de populations suite à ces incidents. Les échanges entre les deux communautés ont abouti à des solutions.

Pour le président de la délégation spéciale de M'brés, Pierre Ousmane, la résolution qu'il prend en tant que premier citoyen de cette commune, c'est d'abord de sensibiliser la population sur la cohésion sociale, délimiter les zones d'élevage et les zones de culture, tracer les couloirs de transhumance.



UN Photos / Archives / MINUSCA

«Je demande à la population de se tranquilliser. En cas de problème, qu'elle fasse recours aux autorités», a-t-il souligné.

Au regard des incidents, des dispositions sécuritaires ont été prises. Le Commandant de la force de la MINUSCA basée à M'brés, le Major

Chabir l'indique et précise, «nous sommes là pour vous protéger. Notre priorité est d'assurer la sécurité des civils. Et suite aux derniers incidents, nous avons renforcé nos patrouilles de jour comme de nuit. Il est de notre responsabilité de travailler en étroite collaboration avec vous» ●

## JOURNÉE INTERNATIONALE DES CASQUES BLEUS 2016



UN Photos / MINUSCA

En 2015, 129 soldats des 16 opérations de maintien de la paix des Nations unies sont morts pour la paix et de la stabilité. Depuis son installation en 2014, la MINUSCA avait perdu, au 28 mai 2016, 29 soldats et personnels civils en Centrafrique.

La Journée internationale des casques bleus est célébrée cette année 2016 sous le thème «Rendons hommage à nos héros», afin d'exprimer la reconnaissance des Nations Unies envers ces hommes et femmes qui ont perdu la vie dans l'exercice de leur fonction. L'autre objectif est d'encourager ceux qui sont sur le terrain, à poursuivre leur noble mission. En images, les festivités ●



# JOURNÉE INTERNATIONALE DES CASQUES BLEUS 2016 **EN IMAGES** ▼





## DES POLICIERS DE LA MINUSCA COLLABORENT AVEC LA POLICE NATIONALE



UN Photos / Archives / MINUSCA

**C**ôte à côte dans les bureaux de huit commissariats de police et dans trois brigades de la gendarmerie, les éléments des Forces de sécurité intérieure centrafricains (policiers et gendarmes) et les policiers de la MINUSCA traitent les mêmes dossiers dans le cadre de la colocation (ils travaillent dans les mêmes locaux et bureaux). Aux commissariats de police des 3<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> arrondissements de Bangui, ainsi qu'à la brigade de gendarmerie de Bimbo, la colocation est une réalité. Auditions, confection des rapports de travail, patrouilles, interventions, etc. sont certaines activités faites ensemble. Ce qui est possible au commissariat du 3<sup>e</sup> arrondissement de Bangui et à la brigade de la gendarmerie de Bimbo est difficile au commissariat du 5<sup>e</sup> arrondissement.

Dans cette dernière, il n'y a ni chaises, ni tables de bureau, encore moins des portes et fenêtres. « *Lors de la crise du 26 septembre 2015, notre commissariat a été vandalisé. Rien ne nous reste, même pas mon bureau* », a expliqué son comman-

dant, André Kouradoma. En effet, bureau apparemment abandonné, toilettes bouchées, absence de matériel de bureau sauf la table pour audition, telle est la description du local abritant le commissariat du 5<sup>e</sup> arrondissement de Bangui. La cour est devenue le nouveau bureau de 16 Policiers locaux et 06 de la MINUSCA en colocation.

Le matin, André Kouradoma « *vérifie le cahier d'événements rédigés la veille par le chef de poste et répartit les tâches aux Policiers locaux et de la MINUSCA en colocation.* » Le Policier de la MINUSCA, Mahamane Tassiou a souligné que leurs activités en colocation constituent une suite de mandat de la MINUSCA. « *Nous apportons des conseils aux policiers locaux pour travailler dans le respect des droits de l'homme, dans le cadre des interpellations, par exemple* », a-t-il souligné. Dans ce commissariat, ils disposent de deux véhicules pour les Policier locaux et un autre pour ceux de la MINUSCA, utilisés dans le cadre de la Colocation.

Activités similaires au niveau de la

brigade de Bimbo (banlieue de Bangui) où 04 policiers de la MINUSCA travaillent au quotidien aux côtés de 30 gendarmes. Les citoyens apparemment impatients étaient massés devant l'entrée de la brigade, attendant qu'on les accueille un à un. Les autres étaient déjà à l'intérieur, en train d'être auditionnés. « *C'est depuis 11h du matin que je suis ici, mais je ne doute pas que je serai bien accueillie et écoutée* », confie une femme de la trentaine, vers 12h30. Elle est venue se plaindre contre la tentative de viol de sa fille de 12 ans. Le commandant de cette brigade, l'Adjudant Hilaire Kongomatchi a indiqué qu'ils font des dossiers ensemble avec les Policiers de la MINUSCA affectés en colocation et les transmettent au parquet pour instruction. Les cas de viol, banditisme, vol, atteinte à la pudeur, abus de confiance, etc. sont les cas les plus fréquents traités à la brigade de Bimbo, selon l'Adjudant Hilaire Kongomatchi.

Accueil chaleureux, Policiers de la MINUSCA et locaux dans les mêmes bureaux, audition menée conjointement, etc., voilà l'atmos-



phère qui régnait au Commissariat du 3<sup>e</sup> arrondissement qui compte 20 policiers locaux et 09 de la MINUSCA. « *La plupart des cas d'audition concernent généralement le vol, le viol et l'escroquerie* », a indiqué Jean de Dieu- Steeven Kambassio, commandant de ce commissariat. Pour lui, en tant que responsable de la sécurité au 3<sup>e</sup> arrondissement, il organise l'équipe conjointe pour faire des descentes au sein des communautés. Ces descentes permettent d'écouter les doléances des citoyens, interpellier les malfaiteurs, etc. Pour lui, le travail conjoint se déroule sans failles. Propos étayés par son subalterne, le Commandant de police, Idi Mamadou : « *Pour le moment, souvent, ils viennent aussi vers nous pour nous exposer leurs problèmes. Même s'ils voient un malfaiteur, ils nous l'amènent et nous menons des enquêtes, conjointement avec nos collègues de la MINUSCA.* »

« *Le degré de collaboration entre nous et les policiers de la MINUSCA est très satisfaisant* », a souligné le Commandant du corps urbain au commissariat du 3<sup>e</sup> arrondissement, Evrard Levy Ozoui, très enthousiaste. Pour lui, grâce à la Police de la MINUSCA qui a instauré la Police communautaire, il y a actuellement la confiance entre eux et la population du PK 5, « *raison pour laquelle la colocation est une réussite.* » Même si les groupes d'auto-défense du PK 5, a-t-il expliqué, se heurtent à des perturbateurs de l'ordre public, ils les conduisent au Commissariat.

« *La colocation est le fait, pour les policiers des Nations Unies – pour notre cas ceux de la MINUSCA- de travailler avec les policiers et gendarmes nationaux dans leurs locaux situés dans les commissariats et brigades* », a expliqué le Chef de la colocation de la police de la MINUSCA, Noé Ouoba. C'est « *un échange d'expérience entre les policiers locaux et ceux de la MINUSCA, mais aussi une assistance apportée par cette dernière aux Forces de sécurité intérieure centrafricaines pour le perfectionnement de leurs structures et le bon déroulement du travail.* » Selon lui, ils identifient les tâches à faire



UN Photos / Archives / MINUSCA

ensemble dans les bureaux et sur le terrain : « *La coordination organise des sensibilisations au niveau de ces Forces de sécurité intérieure et au profit des populations.* » Egalement, ils identifient les besoins en formations des policiers et gendarmes et les leur dispensent.

D'autres tâches sont exécutées dans le cadre de la colocation, notamment établir un plan de travail en fonction de celui du Commissaire de Police ou du commandant de brigade et se familiariser avec le mandat de la MINUSCA et les textes centrafricains (lois, code pénal, code de procédure pénale, etc.). Ils assistent également les Forces de sécurité intérieure dans la planification, les investigations, l'élaboration des statistiques criminelles et l'archivage des données de police judiciaire et s'assurent des conditions de détention et de garde à vue (délai, hygiène, etc.). D'autres travaux concernent la rédaction des rapports journaliers, hebdomadaires et mensuels des activités réalisées et leur archivage, la sensibilisation des policiers et gendarmes centrafricains sur les règles de l'usage des armes à feu et sur la prévention du terrorisme. Aussi, sur l'agenda de leurs activités, figure la sensibilisation sur le respect de la tolérance zéro à l'exploitation et abus sexuels.

Parmi les activités déjà faites dans le cadre de la colocation, figure la police communautaire qui consiste à élaborer des projets dans le but

de rapprocher davantage la police et la population, afin de faire renaître la confiance entre eux disparue avec la crise. Dans ce cadre, « *un projet sur la non-violence scolaire est en cours d'élaboration.* »

La communication entre les Forces de sécurité intérieure et les Policiers de la MINUSCA en colocation accuse une grande faiblesse. En effet, leurs radios de transmission ne sont pas sur un même canal. L'un des grands défis qui handicape le bon déroulement du travail est donc le manque de moyens des commissariats de police et des brigades de gendarmerie, notamment l'absence des équipements de base comme les véhicules, les radios de transmission, etc. Du reste, a conclu Noé Ouoba, « *le travail en colocation se déroule très bien.* »

Pour le moment, la colocation concerne la ville de Bangui et sa banlieue de Bimbo, mais le Chef de la colocation de la police de la MINUSCA promet que bientôt, on va l'étendre également à l'intérieur du pays.

Le mandat de la MINUSCA, à travers les résolutions 2149 du 10 avril 2014 et 2217 du 28 avril 2015 du Conseil de sécurité des Nations Unies prévoit l'appui à la réforme du secteur de la sécurité et la procédure d'agrément, notamment en fournissant des conseils stratégiques et en coordonnant l'assistance technique et la formation ●





EN LIGNE | ONLINE

# MINUSCA

Votre site d'informations et d'analyses sur  
la Centrafrique et les Nations Unies.  
Disponible sur smartphones

Your one-stop source for news and information  
about Central African Republic and the UN.  
Available on smartphones



UN photo / Graphisme CPIC / MINUSCA

Découvrez le nouveau site Internet de  
la Mission des Nations Unies en Centrafrique

Check out the new website of the UN Mission  
in the Central African Republic

## <https://minusca.unmissions.org>

<https://facebook.com/minusca.unmissions>

[https://twitter.com/UN\\_CAR](https://twitter.com/UN_CAR)

<https://www.flickr.com/photos/unminusca/>